

M. l'Orateur: A l'ordre! Je dirais que la question supplémentaire du député est purement et simplement l'amorce d'un débat et n'est donc pas recevable.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA CONFÉRENCE SUR LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OUEST—LA QUESTION DE LA POLITIQUE RELATIVE À LA FABRICATION ET À LA TRANSFORMATION

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que la conférence économique de l'Ouest commencera d'ici environ 10 jours, et que les déclarations répétées du ministre quant à ce qu'il appelle son approche multidimensionnelle de l'évolution de la poussée d'expansion économique régionale, nous dira-t-il si ces modifications seront annoncées par son ministère avant ou au cours de la conférence économique de l'Ouest, et si l'on discutera lors de cette conférence d'une nouvelle poussée ou d'un autre encouragement visant les industries secondaires de fabrication et de transformation de l'Ouest du Canada?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de dire qu'une équipe a travaillé de concert avec les quatre provinces de l'Ouest à partir des documents que j'ai présentés à la Chambre il y a deux semaines. Ces négociations et ces discussions se déroulent extrêmement bien. Il est juste de dire, je pense, que toutes les provinces ont accepté les principes fondamentaux de cette nouvelle conception et que la conférence économique de l'Ouest abordera des sujets particuliers, parmi lesquels, en tête de liste, on trouve la fabrication et la transformation dans l'Ouest du Canada qu'il faut, j'en suis convaincu mettre en valeur.

* * *

L'INDUSTRIE

LA PÉNURIE D'ALUMINIUM ET DE ZINC—L'OPPORTUNITÉ D'UN CONTINGENTEMENT DES EXPORTATIONS

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Je remarque qu'il n'est pas ici, je pourrais peut-être donc l'adresser à son secrétaire parlementaire par votre intermédiaire. J'ai d'ailleurs prévenu le ministre, monsieur l'Orateur.

Le 27 juin, le ministre a dit à la Chambre que le gouvernement observait de près les réserves des matériaux bruts de base qui peuvent venir à manquer. Étant donné que les acheteurs d'aluminium s'inquiètent des prévisions concernant un manque de lingots d'aluminium par suite de la forte demande étrangère au Japon et aux États-Unis, le ministre va-t-il dire à la Chambre quelles mesures il a décidé de prendre pour garantir que les besoins intérieurs sont actuellement respectés et non pas négligés?

M. Herb Breau (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je

Questions orales

vais prendre note de cette question et verrai à ce que le député obtienne une réponse.

● (1140)

M. Kempling: J'aimerais poser une question supplémentaire au secrétaire parlementaire du ministre. Étant donné que l'on rapporte que des entreprises américaines essaient d'acheter 263 tonnes de zinc, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement est prêt à imposer, au besoin, des contrôles à l'exportation et s'il étudie cette tentative d'achat des Américains?

M. Breau: Je verrai à ce que le député obtienne également une réponse à cette question.

* * *

LES DÉPENSES D'ÉLECTION

LA SOLlicitation À OUTRANCE DE L'ITT—LA QUESTION DE LA DÉMISSION DE M. McINNIS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du premier ministre, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Étant donné que des représentants de la société ITT se sont plaints de ce que l'adjoint exécutif du ministre chargé du multiculturalisme, M. Mel McInnis, a fait deux tentatives et des menaces voilées l'automne dernier pour amener la société mère américaine à passer outre à une décision de sa filiale canadienne de ne pas contribuer à la caisse électorale du parti libéral fédéral et étant donné que M. McInnis a nié avoir harcelé ces représentants, le premier ministre suppléant pourrait-il nous dire si une enquête a effectivement été exécutée et, dans l'affirmative, s'il est convaincu que M. McInnis disait la vérité lorsqu'il a déclaré qu'il n'avait nullement menacé l'ITT lorsqu'il a tenté d'obtenir de la filiale canadienne des fonds pour la caisse du parti libéral?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, d'après mes renseignements, l'ITT a refusé de contribuer à la caisse de tout parti politique, y compris le parti conservateur.

M. Stevens: En l'absence du ministre d'État chargé du multiculturalisme, j'aimerais poser une autre question au premier ministre suppléant. M. Mel McInnis a-t-il démissionné, lui a-t-on demandé de démissionner, a-t-il offert sa démission, ou a-t-on discuté de la possibilité qu'il remette sa démission d'adjoint exécutif?

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: Je vais me renseigner, monsieur l'Orateur.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, ...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois dire au député que j'entretiens de sérieux doutes quant à une question de ce genre. Elle pourrait facilement être inscrite au *Feuilleton*. Lorsqu'un député demande si un fonctionnaire a remis sa démission, va remettre sa démission ou pense à démissionner, il s'agit normalement d'une question qui devrait être inscrite au *Feuilleton*. Je sais qu'il peut y avoir d'autres connotations. Le député peut poser sa question supplémentaire, après quoi je donne la parole au député d'Hamilton-Ouest.